

seules, dont des centaines des milliers sont dans l'indigence. Pourtant, ce projet de loi ne fait absolument rien pour aider ou encourager ces personnes.

Par contre, ce projet de loi est une excellente nouvelle pour les personnes âgées qui sont riches ou pour les riches qui prendront bientôt leur retraite, car il permettra d'aider les plus riches aux dépens des plus pauvres. Tout compte fait, c'est un projet de loi ignoble. Non seulement sera-t-il avantageux pour les mieux nantis, mais il portera préjudice à ceux qui se trouvent au bas de la pyramide salariale.

Par exemple, en 1995, année où ces dispositions prendront pleinement effet, les contribuables qui gagneront un salaire de 86 000 \$ profiteront d'un avantage fiscal de 15 000 \$ qui se traduira par un gain de 7 500 \$. Quoi de mieux que de recourir au régime fiscal pour éviter de payer des impôts. Évidemment, puisque les riches ne paieront pas leur juste part d'impôts, il faudra bien que le travailleur moyen paie la note, comme toujours.

Il y a des choses bien curieuses. À l'heure actuelle, si votre revenu est de 20 000 \$, vous pouvez verser jusqu'à 4 000 \$ à votre régime enregistré d'épargne-retraite. Or, quand cette loi prendra effet, en 1995, les contribuables gagnant 20 000 \$ ne pourront plus verser que 3 600 \$. En d'autres termes, les contribuables à faible revenu auront droit à des exemptions moins élevées qu'en vertu de la loi actuelle, tandis que ceux qui auront la chance de toucher un revenu supérieur profiteront d'avantages fiscaux beaucoup plus généreux qu'aujourd'hui. Ce n'est d'ailleurs pas nouveau: sous le règne des conservateurs, les riches s'enrichissent davantage tandis que les pauvres et la classe moyenne s'appauvrissent.

Combien de fois les conservateurs ont-ils haussé les impôts? On parle beaucoup ces jours-ci de la taxe sur les produits et services, qui va saigner à blanc une bonne partie du pays et beaucoup de contribuables. L'autre jour, j'ai consulté la liste des augmentations d'impôts du gouvernement fédéral. Depuis un an, les conservateurs ont augmenté les impôts à 31 reprises, sans parler de la TPS qui va bientôt tomber comme une masse. En un an, ils ont haussé les impôts fédéraux 31 fois.

Telle est leur ligne directrice, mais voilà qu'ils décident qu'il faut que quelqu'un au Canada bénéficie d'un allègement fiscal. Quelqu'un doit tirer profit du règne conservateur. Quelqu'un doit en retirer un avantage fiscal, et qui en bénéficiera croyez-vous? Les pauvres ou les per-

sonnes à faible revenu? Du tout. Les gens à revenu moyen? Non plus. Les très riches, alors? C'est cela, on y est, ce sont les Canadiens à revenu très élevé qui vont avoir droit à une véritable aubaine en matière fiscale.

Cela n'a vraiment rien à voir avec la réforme des pensions. Cela cadre plutôt avec le programme de réforme fiscale des conservateurs, parce que les mesures proposées permettent aux gens à gros revenu d'éviter de payer de l'impôt. Cela n'a rien à voir avec l'aide qu'on pourrait apporter aux pensionnés.

Si tel était vraiment notre but, nous étudierions des mesures législatives relatives à la transférabilité des droits à la pension. Le projet de loi C-52 a-t-il un rapport quelconque avec la transférabilité des droits à la pension au Canada? Non, il n'en a aucun. Ce projet de loi a-t-il un rapport avec le fait que 90 p. 100 des régimes de pension privés ne comportent aucun mécanisme d'indexation? Non, il n'en a pas.

Y est-il question de la pension de personne au foyer? Non. Contient-il une disposition quelconque donnant aux hommes et aux femmes qui doivent rester au foyer pour élever leurs enfants ou pour prendre soin de personnes âgées ou handicapées, la chance de toucher une pension lorsqu'ils seront à la retraite? Non, on n'y trouve absolument rien en ce sens.

Tout ce qui ressort de ce document, c'est que, si vous êtes riche, vous profiterez bientôt d'un allègement fiscal supplémentaire, qui viendra s'ajouter à tous ceux dont vous profitez déjà. C'est de cela dont il est question. La réforme fiscale conservatrice consiste ni plus ni moins à modifier la fiscalité de façon à favoriser les gens qui ont les plus gros revenus. Cela est maintenant une évidence.

Le gouvernement du Canada va donc payer le prix fort. Chaque fois qu'il accorde des exonérations fiscales aux économiquement forts, les recettes fiscales ne s'accumulent pas aussi rapidement dans le Trésor fédéral. Il est donc obligé de faire payer davantage les travailleurs. Dans l'ensemble, cependant, combien cette mesure va-t-elle coûter? La réponse varie selon les spécialistes. Certains disent 500 millions de dollars par année et d'autres, 350 millions. J'en ai même entendu un déclarer qu'elle ne coûterait que 300 millions de dollars. À dire le vrai, personne ne connaît véritablement la réponse. Le chiffre exact se situe vraisemblablement entre 300 et 500 millions de dollars. Autrement dit, les Canadiens vont devoir payer un demi-milliard de dollars pour venir en aide aux économiquement forts.